

Les élites suicident le projet de construction européen

Paru dans [Le Soir](#) du 14 mai 2008 sous le titre

Un projet européen dénaturé

Un projet européen dénaturé

Au sortir de la guerre, le projet de construction européenne est né de la volonté d'unir le destin d'États qui s'étaient si souvent fait la guerre. La victoire sur le nazisme et les puissantes luttes du monde du travail qui ont suivi la libération ont abouti à des conquêtes sociales fondamentales, encore renforcées dans la foulée de mai 1968. Ces avancées sociales ont été rognées systématiquement à partir de la fin des années 1970. Déjà la construction européenne était utilisée pour imposer des sacrifices sociaux comme lors de la restructuration de la sidérurgie sous la houlette du commissaire européen Etienne Davignon. Dans le contexte de la chute du Mur de Berlin et du renforcement de l'agressivité de l'impérialisme de Washington, l'Europe a également fait figure pour la gauche de possible contre-projet basé sur la coopération avec le Sud et l'abandon du néolibéralisme.

Mais ce projet n'a pas été mis en œuvre. En tout état de cause, celui qui se construit depuis plus de 20 ans en est l'antithèse. L'Europe à laquelle aspirait la gauche rouge et verte est malade, profondément contaminée par le virus du néolibéralisme. Seule avance encore à pas forcés la construction d'une Europe capitaliste tendant vers un seul but, la compétitivité et la recherche du profit privé. Le leitmotiv central est l'ouverture des marchés, de tous les marchés. Des pans entiers de l'économie jadis préservés pour le bien commun et gérés par le secteur public sont ouverts à la concurrence « libre et non faussée » (c'est-à-dire sans limite) laquelle est l'alpha et l'oméga de la Commission européenne. Au FMI et à l'OMC, ce sont des sociaux-démocrates européens (Dominique Strauss-Kahn et Pascal Lamy) qui dessinent les contours d'un monde « marchandisé » à l'extrême dans lequel les richesses s'amoncellent sans que reculent les inégalités, bien au contraire, tout en détruisant les équilibres écologiques indispensables à la survie de l'humanité.

Au sein même de l'Europe les États membres se font une concurrence féroce. Après les délocalisations vers l'Irlande, nous connaissons aujourd'hui les délocalisations vers les États de l'ancien bloc de l'Est. L'harmonisation fiscale se fait par le bas. Les États rivalisent d'ingénieries fiscales afin d'attirer les investisseurs étrangers aux dépens de leurs voisins européens, comme la Belgique avec les intérêts notionnels.

La dimension écologique est elle aussi complètement ignorée. Le développement durable est mis à toutes les sauces pour justifier une course aux profits qui nous mène droit dans le mur. On répond aux conséquences néfastes du productivisme par une croyance démesurée dans la technologie, les enjeux économiques à court terme prévalant sur le principe de précaution.

L'opposition des peuples européens

Un nombre croissant de citoyens, conscients de la logique actuelle, ou simplement victimes de ses effets, veulent que cela cesse. Ils disent « non » à cette Europe-là. Certains tombent dans un repli identitaire mais beaucoup le font au contraire parce qu'ils se font une autre idée de la solidarité internationale.

Ce refus, s'exprime par un taux d'abstention record lors des élections européennes. Il s'est exprimé également en France et aux Pays-Bas, des pays fondateurs de l'Europe qui ont pris le soin d'informer (pas toujours avec impartialité) et de consulter leurs populations sur ce qui était le dernier grand chantier européen, le Traité pour une Constitution Européenne (TCE).

Au lendemain des « non », de nombreuses élites politiques et économiques de ces pays ont affirmé qu'il fallait mieux informer, être plus pédagogues. Cependant, les autorités de ces pays sont en train de choisir une voie diamétralement opposée. Le

Traité de Lisbonne, qui est de l'aveu même de ses rédacteurs une copie conforme du TCE, est imposé sans consultation, sans débat, à la sauvette. Pourtant, selon une étude publiée en octobre 2007 par le Financial Times sur 5 pays européens, une nette majorité de citoyens sont pour une consultation de la population sur le Traité de Lisbonne. Précédent très dangereux, on nie ici toute participation populaire à un choix de société important. On entend dire çà et là que les populations ne seraient pas à même d'appréhender la complexité et les enjeux de l'UE actuelle. En réalité derrière cet argument se cache la peur du verdict populaire et une attitude élitiste. Cela rappelle le refus de donner le droit de vote aux femmes sous prétexte qu'elles n'étaient pas préparées à l'exercer.

Le processus en Belgique

En 2005, nos autorités politiques avaient déjà refusé toute consultation populaire et avaient ratifié le TCE en catimini. Une nouvelle fois, aucune consultation populaire n'est organisée et les parlementaires devront se contenter d'entendre la voix de partisans du Traité de Lisbonne censés exprimer l'avis de la société civile. Ainsi, le 14 mai prochain, seul Franklin Dehousse, partisan avéré du texte, sera entendu au Parlement Wallon. Cette attitude des pouvoirs publics belges constitue ni plus ni moins une atteinte à la liberté d'expression du peuple belge et donc à la démocratie.

Un texte aux implications majeures, que l'on y soit favorable ou non, sera voté comme une simple loi, mais, à la différence d'une loi, deviendra intouchable et ne pourra plus être modifié par le parlement belge. Le Conseil d'État n'a pas manqué de mettre les législateurs en garde : tous les textes qu'ils voteront pourront désormais être modifiés par une autorité « supérieure » qui n'aura même pas l'obligation de les prévenir.

Quelle Europe demain ?

Cette politique de l'autruche permet sans doute de prolonger la logique actuelle, d'ancrer un peu plus encore pour un temps l'Europe dans le projet néolibéral cher à certaines élites économiques. Mais cette Europe qui refuse le débat démocratique et demeure sourde aux protestations qui se font jour, est d'ores et déjà condamnée. Sauf recours à la dictature, il y aura toujours un espace où s'engouffrera la contestation.

Parce que nous sommes Européens et parce que nous ne voulons pas que ce soit le repli nationaliste qui triomphe, nous continuons de nous opposer de toutes nos forces à celles et ceux qui dénaturent le projet d'une autre Europe, sociale, écologique, culturelle et économique, la véritable Europe des peuples. Nous continuons également de penser qu'un texte aux implications majeures comme le Traité de Lisbonne qui aborde des questions centrales comme les choix militaires, la nature des pouvoirs législatifs et exécutifs au niveau de l'UE, l'indépendance de la Banque Centrale européenne ou encore l'avenir des services publics et autres sujets capitaux, mérite en démocratie d'être débattu avec équité et en profondeur avec la population.

Avec le Collectif de Résistance au Traité de Lisbonne (www.CR-TL.be) :

Éric Toussaint (docteur en sciences politiques, président du CADTM, comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), Paul Lannoye (député européen honoraire), Pierre Eyben (secrétaire politique Féd de Liège du PC), Michèle Gilkinet (présidente du GRAPPE, Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique), Bernard Legros (objecteur de croissance), Jean Maurice Dehousse (ancien Ministre et ancien Bourgmestre de Liège), Jean Claude Galler (secrétaire fédéral CGSP Gazelco), Madeleine Ploumhans (Collectif de Résistance au Traité de Lisbonne), Francis Houart (comité bruxellois pour une consultation populaire), Didier Brissa (UAG-Lg), Christine Pagnoulle (chargé de cours à l'Université de Liège, membre d'ATTAC-Liège), Philippe Gibon, Vivien Renaud (juriste, membre du CADTM), Francis Leboutte (ingénieur civil, membre d'Ecolo), Marie-Rose Cavalier (ancienne parlementaire wallonne), Martine Dardenne (sénatrice honoraire)